

BRAVE*

*Courageuse

LES CLÉS POUR AGIR

du 1^{er} au 10 décembre 2018



10 PERSONNES
JOURS
DÉCEMBRE

AMNESTY
INTERNATIONAL 

SOMMAIRE

3	L'édition 2018 : un temps fort de la campagne BRAVE*
4	Que sont devenues les personnes défendues en 2017 ?
6	Les 10 situations 2018
8	Les actions 10 jours pour signer
10	Amal Fathy - ÉGYPTÉ
11	Nawal Benaissa - MAROC
12	Atena Daemi - IRAN
14	Geraldine Chacón - VENEZUELA
16	Gulzar Duishenova - KIRGHIZISTAN
18	Marielle Franco - BRÉSIL
20	Nonhle Mbuthuma - AFRIQUE DU SUD
22	Peuple Sengwer - KENYA
24	Pavitri Manhji - INDE
26	Vitalina Koval - UKRAINE
28	Sensibiliser à ce qu'est un défenseur des droits humains
30	FAQ

Chaque année en décembre, nous concentrons notre action sur des situations individuelles de violations de droits humains emblématiques des combats que nous menons dans la durée.

Cette année la campagne 10 jours pour signer se déroulera du **1^{er} décembre au 10 décembre**, jour anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948), et s'inscrira comme **un temps fort de la campagne mondiale BRAVE***. Depuis cet été, nous avons mis l'accent en France sur la notion de « défenseurs des droits humains » grâce à la campagne mondiale Brave*. Nous avons accueilli à Paris les 29, 30 et 31 octobre le Sommet des défenseurs puis organisé une tournée de 7 défenseurs dans plusieurs villes de France. La cohérence est toute trouvée pour évoquer les situations des 10 jours pour signer 2018 ainsi l'appel mondial pour les défenseurs en ce temps fort de décembre.

Cette année, 9 des 10 situations mises en valeur dans la campagne sont des femmes défenseuses des droits humains (DDH). Défenseuses des droits des peuples autochtones, des droits LGBTI, des droits des personnes en situation de handicap, les femmes mises en lumière se battent au quotidien pour que les droits humains soient respectés à travers le monde.

À notre tour de les défendre !

Nous avons plusieurs objectifs :

- ▶ Obtenir des changements positifs dans la vie des défenseuses des droits humains
- ▶ Sensibiliser et mobiliser de nouveaux publics à nos côtés dans le cadre de la campagne BRAVE*
- ▶ Faire de cette campagne un temps fort du militantisme et de l'action collective pour les droits humains.

► Défenseur des droits humains :

Conformément à la Déclaration des Nations unies de 1998 sur les défenseurs des droits humains, est considéré comme défenseur des droits humains (DDH) toute personne qui, individuellement ou en association avec d'autres, agit pour la défense et/ou la promotion des droits humains au niveau local, national, régional ou international, sans recourir à la haine, à la discrimination ou à la violence, ni en faire l'apologie.

QUE SONT DEVENUES LES PERSONNES DÉFENDUES LORS DE L'ÉDITION 2017 ?

En 2017, plusieurs centaines de milliers de personnes partout dans le monde se sont mobilisées pour la défense des droits humains dans le cadre de la campagne 10 Jours pour signer. En France, près de 85 000 personnes se sont mobilisées pour 560 000 actions réalisées. Nous avons quelques bonnes nouvelles concernant les situations mises en avant lors cette dernière édition. Nous continuons de suivre l'ensemble de ces situations.



© Amnesty International

ISSA AMRO ET FARID AL-ATRASH

Israël, Territoires Palestiniens occupés

Entre février et mars 2018, Issa Amro a été arrêté 6 fois, frappé et menacé par les forces de défense israéliennes. La prochaine audience aura lieu le 17 décembre. Quant à Farid Al-Atrash, son avocat a sollicité un accord amiable avec le procureur militaire pour que les charges soient toutes abandonnées. Le procureur n'y a pas encore répondu.

HANAN BADR EL-DIN

Égypte

Hanan est toujours en attente de son

procès dont l'audience a été repoussée plusieurs fois. D'autre part, grâce à la mobilisation internationale, elle a bénéficié des soins dont elle avait besoin.

NI YULAN

Chine

Le harcèlement policier a cessé depuis qu'elle et son mari ont déménagé dans leur nouvelle résidence en août 2018. Ni Yulan et son mari Dong Qiqing ont exprimé leurs remerciements pour le travail d'Amnesty International dans cette affaire.

TADJANINE MAHAMA BABOURI

DIT « MAHADINE »

Tchad

Le 5 avril dernier, un tribunal de la capitale tchadienne N'Djamena a ordonné la libération de Mahadine et l'a acquitté 3 semaines plus tard, de l'accusation de diffamation. Mahadine est finalement complètement libre de toute charge pénale.

TANER KILIÇ ET LES 10 D'ISTANBUL

Turquie

Après plus de 14 mois derrière les barreaux, le 15 août, un tribunal d'Istanbul a décidé de libérer Taner Kiliç. Cependant les accusations sans fondement portées contre lui et les 10 d'Istanbul n'ont toujours pas été abandonnées. Le procès de Taner a été repoussé au 21 mars 2019.

SHACKELIA JACKSON

Jamaïque

Grâce à la solidarité des militants d'Amnesty International, Shackelia se sent très appuyée moralement. Elle et sa famille se sentent plus protégées par les autorités jamaïcaines contre le harcèlement de la police. Le gouvernement a engagé des réformes visant à mieux contrôler l'action des forces de l'ordre afin de réduire les comportements irréguliers et brutaux.

SAKRIS KUPILA

Finlande

Quelques parties prenantes du gouvernement appuient la proposition de porter un nom qui ne correspond pas à son genre, mais l'opposition est forte. La campagne que nous avons menée a eu des échos dans les médias et a permis d'informer le grand public des violations subies par les personnes transgenres en Finlande.



© Amnesty International (Photo: Selina Nelte)

CLOVIS RAZAFIMALALA

Madagascar

En janvier 2018, son avocat a été reçu par le ministre de la Justice. Aucune date n'a été précisée pour le procès en appel, mais les médias internationaux se sont intéressés au cas de Clovis, ce qui a permis d'améliorer sa situation. Des organisations locales le soutiennent et il a reçu plusieurs prix pour sa lutte pour l'environnement.

XULHAZ MANNAN

Bangladesh

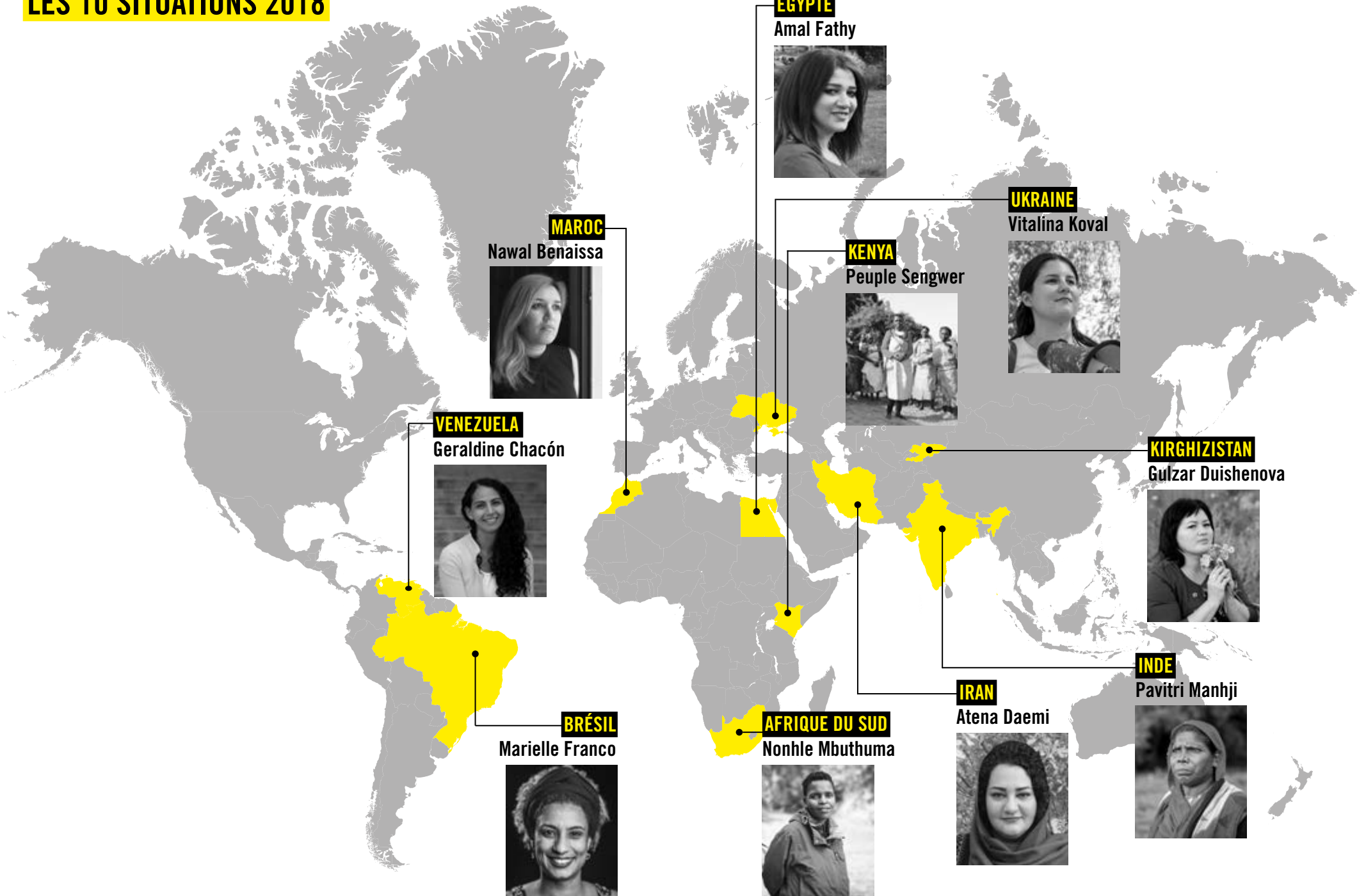
La mobilisation d'Amnesty International a permis à la famille de Xulhaz de se sentir soutenue. Nous n'avons toutefois pas de nouvelles sur les derniers développements de l'enquête concernant son assassinat.

MEMBRES DU MILPAH

Honduras

Des mesures de protection des défenseurs des droits humains, pour lesquelles le MILPAH avait fait campagne ont enfin été prises au Honduras. Malgré cela, les membres du MILPAH sont toujours victimes de harcèlement et d'intimidation.

LES 10 SITUATIONS 2018



ÉDITION 2018 : AGIR POUR 10 JPS

Du 1^{er} au 10 décembre, nous avons deux importants messages à faire passer :

► **Défendre les droits des défenseurs des droits humains, c'est facile !**
Que vous ayez 2 minutes ou 1 heure, vous pouvez aider Amnesty International à faire pression sur les États et montrer votre solidarité avec des femmes et des hommes dont les droits sont violés dès maintenant.

► **Pour défendre les femmes et les hommes qui défendent nos droits, vous pouvez rejoindre la campagne BRAVE* et mener des actions tout au long de l'année 2019.**

► Signez une pétition

La signature d'une pétition reste le moyen le plus rapide et le plus simple pour interpeller les autorités. Faites signer les pétitions autour de vous en téléchargeant les formulaires des pétitions ou en invitant les personnes à les signer en ligne sur : amnesty.fr.

► Écrivez des lettres aux autorités

Envoyer une lettre aux autorités permet de développer un argumentaire. En prenant le temps d'écrire à l'autorité concernée, vous montrez que vous connaissez la situation et que cette situation vous semble intolérable.

► Interpellez les autorités via les réseaux sociaux

Si vous avez un compte Twitter et/ou Facebook, vous pouvez interpeller les autorités via leurs comptes officiels et donc rendre ces interpellations visibles de façon instantanée, en utilisant les messages que nous vous suggérons.

► Envoyez du courrier

Envoyer des lettres, des cartes postales et des dessins permet d'apporter un soutien moral important aux personnes emprisonnées ou harcelées. N'hésitez pas à envoyer vos messages de solidarité sous d'autres formes (dessins, photos, etc.).

► Écrivez un message de soutien sur les réseaux sociaux

Dans certaines situations, l'écriture de lettres n'est pas fiable à cause d'un système postal défaillant ou bien parce que les personnes concernées sont dans une situation ne leur permettant pas de recevoir du courrier. Beaucoup arrivent à suivre leur compte Twitter ou Facebook ; pour d'autres, cela permet de montrer à leurs amis et à leur famille que nous les soutenons à travers le monde.

► Invitez les personnes qui agissent à rejoindre la campagne BRAVE*

L'édition 2018 de 10 JPS est un des temps forts de la campagne BRAVE*. Nous aurons plusieurs temps forts qui nous emmèneront jusqu'à fin 2019. Nous vous invitons à faire signer l'appel mondial des défenseurs lors de vos événements. Les adresses e-mails collectées grâce à cette pétition nous permettront d'envoyer régulièrement des infos pour mobiliser des personnes sur les actions en cours.

LE MATÉRIEL À VOTRE DISPOSITION

Comme chaque année, nous mettons gratuitement à votre disposition un matériel spécifique aux 10 JPS pour vous aider à mener vos activités. Cette année, nous vous donnons l'occasion de commander soit un kit complet avec l'ensemble du matériel disponible avec des quantités prédéfinies, soit de choisir certains des éléments en fonction de votre événement et de vos besoins.

Pensez surtout à bien renseigner votre numéro de groupe/le nom de votre AJ ou cercle d'action/le numéro d'adhérent et l'adresse postale à laquelle ce matériel doit être envoyé.

Conseils pour commander et recevoir dans les temps votre matériel :

- 1 • Dirigez-vous sur la page du site : <https://www.amnesty.fr/commande-de-materiel>
- 2 • Téléchargez et remplissez le bon de commande spécial : 10 jours pour signer / BRAVE* 2018
- 3 • Envoyez ce bon à Estelle avec un mot sympa à : diffusionparis@amnesty.fr
- 4 • Le matériel commandé vous sera envoyé quand il sera disponible, pour réception avant le 30 novembre.

Amal Fathy

ÉGYPTE

Condamnée pour une vidéo dénonçant le harcèlement sexuel

Amal Fathy, 33 ans, a dénoncé le harcèlement sexuel dont sont victimes les Égyptiennes. Elle a été condamnée le 29 septembre à 2 ans de prison et 10000 livres égyptiennes (482 euros) d'amende, pour « appartenance à un groupe terroriste », « diffusion d'idées appelant à commettre des actes terroristes » et « dissémination de fausses informations ».

En mai 2018, Amal avait publié sur Facebook une vidéo où elle expliquait avoir été harcelée sexuellement et soulignait l'urgence pour les autorités de s'attaquer à ce fléau. Épouse de Mohamed Lofty, ancien chercheur d'Amnesty International et directeur d'une ONG de défense des droits humains, elle critiquait aussi les défaillances de l'État. De nombreux militants, journalistes, citoyens, sont accusés sur la base de messages postés sur Facebook ou Twitter.



© Private

► J'interpelle les autorités responsables

Nabil Sadek,
Procureur général de la République Arabe d'Égypte aux bons soins de l'Ambassade d'Égypte en France.
56 Avenue d'Iéna
75116 Paris

► Je témoigne mon soutien

Messages de soutien à envoyer au Secrétariat National (voir l'adresse en page 31)

Demandez aux autorités égyptiennes de :

- Libérer immédiatement Amal et abandonner les charges retenues contre elle.
- Assurer que tant qu'elle sera détenue, elle ne soit soumise à aucun acte de torture ou autre mauvais traitement.
- Engager une enquête impartiale et efficace sur les circonstances ayant mené à son arrestation.

Nawal Benaissa

MAROC

Harcelée parce qu'elle revendique une vie meilleure dans le Rif

Nawal Benaissa, mère de quatre enfants, est devenue l'une des principales voix du Hirak Al Chaabi, un mouvement social qui secoue le Rif. Dans cette région septentrionale du Maroc, beaucoup d'habitants se sentent délaissés par l'État et réclament davantage d'investissements. Les autorités ont arrêté et détenu Nawal à quatre reprises en l'espace de quatre mois, et lui ont intimé la fermeture son profil Facebook qui comptait 80000 abonnés. En février 2018, elle est condamnée à dix mois de prison avec sursis et à une amende pour « incitation à commettre des infractions pénales ». La jeune femme a fait appel de ce verdict mais les pressions se



© Third Party

poursuivent et elle a dû déménager. La situation de Nawal fait écho à celle de centaines de manifestants pacifiques arrêtés par les forces de sécurité.

► J'interpelle les autorités responsables

Ministre de la Justice
M. Mohammed Aujjar
Place El Mamounia – BP 1015
Rabat, Maroc
Fax: + 212 5 37 72 13 737
E-mail: contact@justice.gov.ma
Twitter: @justice_gov_ma
Facebook: <https://www.facebook.com/justice.gov.ma>
Formule d'appel: Monsieur le ministre,

► Je témoigne mon soutien

Envoyez les cartes postales et les lettres au Secrétariat National (voir l'adresse en page 31).

Langues préférées: rifain et arabe, anglais et français basiques

Message suggéré:

► ANGLAIS

Dear Nawal, you are a great example of women's strength in Morocco and around the world. Don't give up! You are not alone, we stand with you!!

► ARABE

العزیزة نوال،
أنت مثال رائع لقوة المرأة في
المغرب وحول العالم. لا
تستسلمی

Demandez aux autorités du Maroc de :

- Arrêter le harcèlement et l'intimidation de Nawal et sa famille.
- Modifier la législation qui criminalise l'exercice du droit à la liberté d'expression et de réunion.

Atena Daemi

IRAN

En prison pour s'être prononcée contre la peine de mort

Atena Daemi milite pour l'abolition de la peine capitale en Iran. Cette trentenaire a posté des messages sur Facebook et Twitter critiquant le nombre record d'exécutions dans son pays (507 en 2017 selon Amnesty International). Elle a également distribué des tracts et participé à des manifestations pacifiques contre l'exécution d'une jeune femme.

Ces activités ont été qualifiées de criminelles lors de son procès qui n'a duré que... quinze minutes. Les charges sur la base desquelles elle a été déclarée coupable, ont été forgées de toutes pièces et Atena a écopé de sept ans de détention. Des dizaines de défenseurs sont ainsi jetés en prison et beaucoup d'autres placés sous surveillance, soumis à des interrogatoires et à d'interminables poursuites visant à les réduire au silence.



© Private

AGISSEZ

Filmez-vous ou invitez des personnes à se filmer pour expliquer ce que vous faites en 15 minutes pour montrer l'absurdité de la situation du procès d'Atena. Les vidéos sont à envoyer à saction@amnesty.fr



Des cartes sont à votre disposition dans le kit d'action 10 JPS pour promouvoir cette action auprès du grand public.

Demandez aux autorités iraniennes de:

- Libérer sans conditions Atena Daemi.
- Lui fournir l'accès aux soins médicaux spécialisés dont elle a besoin.

► J'interpelle les autorités responsables

Il est important d'envoyer les lettres de façon individuelle.

Head of the Judiciary, Ayatollah Sadegh Larijani
C/O Permanent Mission of Iran to the United Nations in Geneva

Chemin du Petit-Saconnex 28

1209 Geneva - Suisse

E-mail: mission.iran@ties.itu.int

E-mail: iranungva@mfa.gov.irs

Foreign Minister

Mohamad Jaouad Zarif

@JZarif

► Je témoigne mon soutien

Les messages de soutien ne peuvent être envoyés que par les réseaux sociaux

Twitter: @AtenaDaemi

Instagram: atenaDaemi

Langues préférées: perse et anglais

Messages suggérés:

► ANGLAIS

Our thoughts are with you and your family

We are thinking of you

I am thinking of you

@JZarif

Ensure Atena Daemi is granted access to the specialised medical care she needs outside of prison. #W4R18

► PERSE

فکر ما با شما و خانواده تان است
به یاد شما هستیم

Geraldine Chacón

VENEZUELA

Persécutée pour son action auprès des jeunes

Geraldine Chacón, jeune avocate, était directrice adjointe de la Fondation ambassadeurs communautaires. Cette ONG vénézuélienne a été créée en 2008 par des étudiants pour travailler auprès des jeunes en difficulté dans des zones défavorisées.

Des agents du Service bolivarien de renseignement (Sebin) l'ont arrêtée le 1^{er} février 2018, sans mandat d'arrêt.

Après quatre mois de détention arbitraire, Geraldine a été libérée sous conditions en juin et n'a pas le droit de quitter le territoire. L'arrestation de la jeune femme de 24 ans semble liée à ses responsabilités au sein de la Fondation ambassadeurs communautaires. Comme elle, de nombreux militants pacifiques sont quotidiennement confrontés à des intimidations et au harcèlement des forces de sécurité.



© Fabiola Ferrero / VII Mentor Program

► J'interpelle les autorités responsables

Tarek William Saab

E-mail: ministeriopublico@mp.gob.ve

Twitter: @TarekWilliamSaab

Instagram: @tarekwilliamsaabh

Formule d'appel:

Señor Fiscal General / Monsieur le

Procureur général,

.

Envoyez vos lettres à destination du Procureur général de la République à :

(Le système postal au Venezuela ne fonctionne pas correctement)

Ambassade de la République bolivarienne du Venezuela
11 Rue Copernic
75116 Paris

Demandez aux autorités du Venezuela de :

- Clore l'affaire concernant Geraldine.
- Mener rapidement une enquête indépendante sur les allégations de mauvais traitements sur Geraldine et poursuivre les responsables en justice.
- Arrêter de criminaliser les mouvements sociaux et les militants pour leur travail et faire en sorte que Geraldine puisse continuer à défendre les droits humains sans aucune restriction.

► Je témoigne mon soutien

Nous vous proposons d'envoyer des cartes postales d'oeuvres d'art à Geraldine qui aime beaucoup l'histoire de l'art.

Vous pouvez également ajouter des phrases de « L'insoutenable légèreté de l'être » de Milan Kundera, son livre préféré, ou des références au film « Le Labyrinthe de Pan » de Guillermo del Toro, son film préféré.

Langues parlées: Espagnol, Français

► Les lettres de solidarité pour Geraldine peuvent être envoyées à :

Amnesty International Lima
Calle Manuel A. Fuentes N°894
San Isidro, Lima 27
Pérou

Messages suggérés :

► ESPAGNOL

Geraldine Chacón es una joven #valiente que admiramos por su trabajo en favor de los derechos humanos. Geraldine: ¡estamos contigo y tu madre en su lucha por tu libertad plena!

► ANGLAIS

#Venezuela: the case against Geraldine Chacón must be closed immediately and unconditionally. It's in your hands, @TarekWilliamSaab. #W4R18

► ESPAGNOL

#Venezuela: el caso contra Geraldine Chacón debe cerrarse inmediata e incondicionalmente. Está en sus manos, @TarekWilliamSaab. #W4R18
#EscribePorLosDerechos

► ANGLAIS

#Venezuela: Geraldine Chacón is an inspiring young human rights defender and a prisoner of conscience. She should be celebrated, not persecuted. @TarekWilliamSaab must close the unfair case against her. #W4R18

► ESPAGNOL

#Venezuela: Geraldine Chacón es una inspiradora joven defensora de derechos humanos. Debe ser celebrada, no perseguida. @TarekWilliamSaab debe cerrar el injusto caso en su contra. #W4R18
#EscribePorLosDerechos

Gulzar Duishenova

KIRGHIZISTAN

Elle se bat pour les personnes handicapées

Gulzar Duishenova est une battante. En 2002, elle perd l'usage de ses jambes dans un accident de la route impliquant un conducteur en état d'ivresse. L'année suivante, son mari meurt et elle se retrouve seule avec ses deux jeunes enfants. Plus tard, elle fait la connaissance d'autres personnes handicapées qui, confrontées aux mêmes difficultés qu'elle, se sont organisées.

Gulzar se donne alors pour mission d'aider les personnes handicapées à vivre dignement et à se déplacer librement, rencontre des responsables publiques, organise des formations pour les chauffeurs de bus, incite à l'action sur les réseaux sociaux...

Cependant elle doit faire face à une double discrimination: en tant que femme dans une société patriarcale et en tant que personne handicapée.



© Svetlana Zelenskaya/Amnesty International

► J'interpelle les autorités responsables

The Parliament of Kyrgyzstan
Jogorku Kenesh
Speaker of Parliament
Chui prospekti, 205 Bishkek
Kyrgyzstan 720000
E-mail: kenesh001@gmail.com
kattar@kenesh.kg
Twitter: @Kenesh_kg

Formule d'appel:

Dear Speaker, / Monsieur le Président,

Demandez aux autorités du Kirghizistan de :

- Soutenir Gulzar et les militants qui se battent pour les droits des personnes handicapées.
- Ratifier la Convention relative aux droits des personnes handicapées de l'ONU.
- Faire adopter un plan d'action pour appliquer la Convention avec un budget adéquat.

► Je témoigne mon soutien

Vous pouvez envoyer vos encouragements à Gulzar par voie postale ou via e-mail (elle préfère l'e-mail).

Gulzar aime les travaux manuels, surtout le crochet et les ouvrages à l'aiguille, et cela lui ferait un énorme plaisir de recevoir des petits objets faits par vous, ou alors du matériel comme de la laine pour pouvoir continuer à faire ses travaux.

Adresse:
Amnesty International Ukraine
POB 40
04050 Kyiv
UKRAINE

E-mail: Gulzardujsenova@gmail.com
Langues préférées: kirghize, russe

Messages suggérés :

► ANGLAIS

We support you,
Gulzar! We hope that your activism will lead to the ratification of the Convention on the rights of persons with disabilities.

Bravo, Gulzar! Thank you for your activism.

► RUSSE

Очень поддерживаем Вас, Гульзар! Надеемся, что Ваш активизм приведет к ратификации Конвенции по правам людей с инвалидностью!

Браво, Гульзар! Спасибо за Ваш активизм.

Marielle Franco

BRÉSIL

Assassinée pour avoir porté la voix des plus vulnérables

Marielle Franco, infatigable militante et conseillère municipale de Rio de Janeiro, a été abattue, à l'âge de 38 ans, avec son chauffeur Anderson Pedro Gomes, le 14 mars 2018. Élevée dans la favela de Maré, ensemble de 16 bidonvilles au nord de Rio, la jeune élue était connue pour son activisme en faveur des femmes noires, des personnes LGBTI et des jeunes. Elle dénonçait en particulier les violences policières.

Les éléments de preuve révèlent que le double meurtre de Marielle et de son chauffeur a été exécuté par des professionnels. Avec au moins 70 assassinats de défenseurs des droits humains en 2017, le Brésil est l'un des pays les plus meurtriers au monde et les auteurs de ces violences restent trop souvent impunis.



© CC-BY-NC

► J'interpelle les autorités responsables

Michel Temer*
Praça dos Três Poderes, Palácio do Planalto
Brasília/DF
70150-900
Brésil
E-mail: gabinetepessoal@presidencia.gov.br
Twitter: @MichelTemer @planalto

*Michel Temer est président du Brésil jusqu'au 31/12/2018

Formule d'appel:

Dear President Monsieur le Président,

Les actions Twitter sont encouragées.

Demandez aux autorités du Brésil de :

- Mettre en place une enquête rigoureuse et indépendante permettant d'identifier les auteurs et les instigateurs de l'assassinat de Marielle et les traduire en justice.
- Mettre en oeuvre des mesures de protection, un soutien et d'autres réparations en faveur de la famille de Marielle et des témoins du crime.
- Restaurer et implémenter le programme de protection des défenseurs des droits humains.

► Je témoigne mon soutien à sa famille

Envoyez des messages de solidarité aux parents de Marielle, Marinette et Antonio, à sa soeur Anielle et à sa compagne Monica.
Langues préférées : portugais et anglais

Nous mettons à votre disposition des cartes postales à colorier et à envoyer à sa famille représentant une rose et la célèbre phrase de Marielle :

« Les roses poussent dans l'asphalte ».

À envoyer à :
Amnesty International Brazil
Rua da Glória, 344 (3rd floor), Glória - CEP
20241180
Rio de Janeiro (RJ), Brésil



Messages suggérés :

► ANGLAIS

Your [partner/daughter/sister] fought tirelessly to defend and promote human rights.
She stood up for a fairer world.
Now we stand together for her. In solidarity.

► PORTUGAIS

Sua [companheira/filha/irmã] lutou incansavelmente na defesa e promoção de direitos humanos. Ela lutou por um mundo mais justo.
Agora seguimos juntos por ela.
Em solidariedade.

@MichelTemer @planalto
#W4R18 #FightLikeMarielleFranco
Demand Justice now

Nonhle Mbuthuma

AFRIQUE DU SUD

Menacée pour avoir défendu sa terre face aux intérêts d'une compagnie minière

Nonhle Mbuthuma lutte contre un projet d'extraction de titane qu'une société minière australienne, Mineral Resource Commodities, cherche à imposer dans la Province du Cap Oriental, en Afrique du Sud. En 2007, Nonhle a cofondé le Comité de crise Amadiba. Amadiba est une communauté qui possède des droits fonciers. Le projet minier aurait pour conséquence l'expulsion forcée d'environ 5000 personnes, qui perdraient leur foyer, leurs moyens de subsistances et leur mode de vie. Après avoir échappé à une tentative d'assassinat, Nonhle reste la cible de menaces de mort.



© Amnesty International

Elle est pourtant déterminée à résister. « Cette terre fut celle de ma grand-mère qui en hérita de ses grands-parents. Que vais-je laisser à mes enfants ? L'exploitation minière n'est pas une option ».

► J'interpelle les autorités responsables

Cyril Ramaphosa
President of the Republic of South Africa
Union Buildings
Private Bag X1000
Pretoria, South Africa 0001
Fax: +27 (0)12 323 8246
E-mail: presidentrsa@presidency.gov.za

Formule d'appel :

Your Excellency, / Monsieur le Président,
Twitter: @PresidencyZA

Gwede Mantashe
Minister of Mineral Resources
Department of Mineral Resources
Private Bag X59
Arcadia 0007 - Afrique du Sud
E-mail: Enquiries@dmr.gov.za
Twitter: @DMR_SA
Twitter: @GwedeMantashe1
Formule d'appel: Honourable Minister /
Monsieur le ministre

► Je témoigne mon soutien :

Nous mettons à votre disposition le numéro d'un compte WhatsApp créé par Amnesty International Afrique du Sud pour envoyer des messages de solidarité à Nonhle. Vous pouvez envoyer des messages, des photos ou des vidéos de soutien.

Nonhle Mbuthuma
C/O Amnesty International South Africa
97 Oxford Road
Saxonwold, 2196
Johannesburg, Afrique du Sud

Langues préférées: Xhosa, zulu et anglais

N'hésitez pas à partager le numéro!
+27 60 998 3316.

Messages suggérés :

► ANGLAIS

Dear Nonhle,
Thank you for your strength and courage in the fight for the rights of your community. We stand in solidarity with you and the Xolobeni people.
Amandla, Ngawethu! - Power, to the people!

► XHOSA

Mam'Nonhle Othandekayo,
Siyabonga ngamandla akho nesibindi ekuloleni uluntu lwakho.
Sime nawe kunye nabantu base Xolobeni.
Amandla, Ngawethu!

Demandez aux autorités d'Afrique du Sud de :

- Garantir la sécurité de Nonhle et du reste de défenseurs des droits humains et s'assurer qu'ils ne feront plus l'objet d'intimidations ni d'agressions.
- Enquêter sur les menaces et intimidations à l'encontre de Nonhle et des autres défenseurs des droits humains. Rendre les conclusions publiques et s'assurer que les responsables soient traduits en justice.
- Respecter le droit de la communauté d'Amadiba à la consultation et au consentement concernant l'octroi de droits miniers à toute entreprise.

Le peuple Sengwer

KENYA

Expulsés violemment de leurs forêts

Les Sengwer, peuple autochtone du Kenya, vivent depuis des siècles dans l'immense forêt d'Embout. Apiculteurs et éleveurs de bétails, ils sont expulsés de force par le gouvernement au nom de la « conservation », pour protéger les forêts et répondre aux changements climatiques.

Depuis 2012, les gardes forestiers et la police ont mis le feu à 2 600 maisons et quelque 4 500 personnes se sont retrouvées brutalement sans abri.

En janvier 2018, un homme de 41 ans a été abattu et un autre gravement blessé.

Le gouvernement prétend qu'il veut réduire la déforestation mais il n'existe nulle preuve que les Sengwer nuisent à la forêt. Son empreinte environnementale étant justement très faible, ce peuple devrait au contraire être reconnu comme propriétaire gardien naturel de la forêt d'Embout.



© Amnesty International

► J'interpelle les autorités responsables

Uhuru Kenyatta
President of Kenya
Harambee House, P.O. Box 62345 – 00200
Nairobi, Harambee Avenue, Nairobi, Kenya
Twitter: @UKenyatta

Formule d'appel :

Your Excellency, / Monsieur le Président,

H.E. Ambassador Stefano Dejak
Delegation of the European Union to Kenya
Union House, Ragati Road
P O Box 45119 00100
Nairobi, Kenya
E-mail: stefano.dejak@eeas.europa.eu
Twitter: @EUinKenya

Demandez aux autorités du Kenya de :

- Lever toutes les restrictions imposées aux Sengwer. Faire cesser les incendies, les arrestations et les expulsions forcées de ce peuple.
- Entamer un processus de consultation libre, informé et préalable avec le peuple Sengwer.
- Accorder aux Sengwer recours et réparation suite aux expulsions forcées et les violences commises par les gardes forestiers.
- Adopter une législation qui respecte les principes de base et les directives concernant les expulsions et les déplacements liés au développement de l'ONU.

► Je témoigne mon soutien :

Nous mettons à votre disposition une carte postale avec un message de solidarité à envoyer au Secrétariat National. (voir l'adresse en page 31)



Langues parlées: Sengwer, swahili et anglais

Message suggéré :

► ANGLAIS

"I/we stand with you" / "In solidarity"

Pavatri Manhji

INDE

Harcelée parce qu'elle résiste à des grandes entreprises

Pavatri Manhji, cheffe élue du Conseil de village de Bhengari, à Chhattisgarh (centre de l'Inde) est en première ligne dans la lutte menée par la communauté autochtone Adivasi qui risque d'être expulsée pour laisser place à deux centrales électriques. Des villageois affirment avoir été forcés de vendre leurs terres à des agents agissant pour le compte de deux entreprises privées. Ayant mobilisé les membres de sa communauté pour déposer près de 100 plaintes officielles, Pavatri est constamment confrontée à des actes d'intimidation. Des hommes de main l'ont menacée chez elle le 3 avril 2018. Depuis des décennies, les Adivasi sont chassés de leurs terres et leurs droits bafoués par des entreprises. Pavatri reste déterminée à résister.



© Amnesty International

► J'interpelle les autorités responsables

Les lettres doivent être envoyées de façon individuelle.

Director General of Police, Chhattisgarh
Chhattisgarh Police Headquarters
Naya Raipur
Chhattisgarh, Inde – 492001
Email : ps.dgp-cg@gov.in
Facebook : <https://www.facebook.com/chhattisgarh.police/>

Twitter : https://twitter.com/CG_Police

Formule d'appel : Dear Director General of Police,
District Collector, Raigarh, Chhattisgarh
The Collectorate
Raigarh District
Chhattisgarh, Inde- 496001

Demandez aux autorités indiennes de :

- Assurer une protection adéquate à Pavatri et aux autres villageois Adivasi.
- Veiller à ce que toutes les plaintes pour dépossession illégale de leurs terres ou pour intimidation des villageois fassent l'objet d'une enquête rigoureuse.
- Offrir aux personnes concernées les réparations adéquates.

► Je témoigne mon soutien :

Pour la communauté autochtone Adivasi, la nature représente un aspect très important de leur culture et occupe une position importante dans leur vie. La fleur Mahua (*Madhuca longifolia*) par exemple est considérée comme sacrée.

Pavatri Manhji c/o Degree Prasad Chouhan
Convenor, Adivasi Dalit Mazdoor Kisan Sangharsh,
Near Lata Sadan, Puri Bagicha, Madhubanpara, Raigarh, Dist. - Raigarh,
Chhattisgarh,
Pin-496001 Inde

Envoyez-lui des cartes postales ou des dessins qui montrent la nature autour de vous, les montagnes les rivières, les fleurs de votre région, en soulignant l'importance de la nature et de la terre.

Messages suggérés :

► ANGLAIS

Dear Pavatri Manhji Ji and human rights defenders in Raigarh,
I stand in solidarity with your work to defend indigenous peoples' land rights. You have faced threats and intimidation from many people, but have stood firm.
I wish strength and success to you and your brave colleagues in your fight for justice.

► HINDI

Aage badhiye Pavatri Ji! Hum aapke saath hain!
Ladte rahiye Pavatri Ji.
Hum aapke saath hain!

► ANGLAIS

Go ahead Pavatri! We are with you!
Keep fighting Pavatri.
We are with you!

Vitalina Koval

UKRAINE

Attaquée parce qu'elle défend les droits des personnes LGBTI

Vitalina Koval défend l'égalité pour tous et toutes en Ukraine. Elle a notamment coordonné le travail d'un centre social destiné aux personnes LGBTI à Oujgorod, sa ville natale. Le 8 mars 2018, alors qu'elle organisait une manifestation pour la Journée internationale des droits des femmes en Ukraine, six membres du groupe radical «Karpatska Sich» l'ont aspergée de peinture rouge. Des éclaboussures de peinture l'ont brûlée aux yeux. Ses agresseurs brièvement arrêtés ont été relâchés. Il n'y pas eu d'enquête effective sur cette attaque qui s'inscrit dans un contexte de regain de violences de la part de groupes d'extrême-droite. Trente agressions similaires ont été recensées par Amnesty International depuis le printemps 2017 dans un climat d'impunité presque total.



© Amnesty International

► J'interpelle les autorités responsables

Hashtags
#IStandWithVitalina #W4R18 #LGBTI

Ministre de l'intérieur
Arsen Avakov
vul. Akademika Bohomoltsa, 10
01601 Kyiv
Ukraine
E-mail: pgmia@mvs.gov.ua

Twitter: @AvakovArsen
Formule d'appel:
Dear Minister, / Monsieur le Ministre,

Demandez aux autorités ukrainiennes de :

- Assurer un environnement sûr et favorable aux activités de Vitalina et des autres défenseurs des droits humains, en particulier celles et ceux qui défendent les droits des femmes et des personnes LGBTI.
- Veiller à ce que tout motif discriminatoire soit pris en compte lors de ces affaires.
- Reconnaître le problème de la violence croissante des groupes d'extrême droite
- Modifier les règles régissant la conduite de la police.

► Je témoigne mon soutien :

Nous mettons à votre disposition une carte postale à envoyer à Vitalina.
Langues préférées : ukrainien, russe et anglais.



Vitalina Koval
Amnesty International Ukraine Office
– postal box address
POB 40
04050 Kyiv

Messages suggérés :

► ANGLAIS

We support you, Vitalina!
Rebel! Love! Don't give up your rights!
[YOUR COUNTRY] supports you, Vitalina! Best wishes!

► ANGLAIS

Go ahead Vitalina!
We are with you! / Keep fighting Vitalina.
We are with you!

AGISSEZ

Nous mettons à votre disposition un panneau de Vitalina avec la phrase « un câlin = un soutien à Vitalina ».
Vitalina a réalisé des actions de free hugs pour sensibiliser à la cause LGBTI en Ukraine (la vidéo est disponible sur la présentation de Vitalina sur l'espace « préparer 10 jours pour signer »). Nous vous proposons de répéter son action, enregistrant des vidéos et en prenant en photo les passants avec le panneau.

#VitalinaKoval
#IStandWithYou
#UneDDHquiM'inspire
en la citant @VitalinaKovalUA

SENSIBILISER LE GRAND PUBLIC

À CE QU'EST UN DÉFENSEUR

DES DROITS HUMAINS

Pour l'édition 2018 et dans le cadre de la campagne **BRAVE*** dédiée à la protection des défenseurs des droits humains, nous souhaitons sensibiliser le grand public à cette notion. Pour cela, nous vous proposons 2 activités qui peuvent être mises en place sur un stand.

Si vous souhaitez mener des interventions auprès de jeunes à partir de 13 ans (dans et hors milieu scolaire), un livret pédagogique est mis à disposition sur la page Éduquer aux droits humains sur le site www.amnesty.fr.

Activité 1

Qui sont les défenseurs ?

Objectif

Faire connaître les situations mises en avant dans le cadre des 10 jours pour signer.

Préparation

Pour chacune des situations des 10 JPS, écrire sur des feuilles A4 :

- 1 • les faits et actes initiaux réalisés par les personnes défendues
- 2 • les conséquences de ces faits et actes
- 3 • le pays

Répartir l'ensemble de ces feuilles en 3 piles : la pile des faits, celle des conséquences et celle des pays. Vous pouvez utiliser des couleurs différentes pour les distinguer.

Déroulé

- ▶ Les 3 piles sont disposées sur la table, les participants doivent retrouver les associations entre faits, conséquences et pays.
- ▶ Demandez aux personnes participantes d'associer un fait avec une conséquence et un pays et de retrouver la personne défenseure concernée par cette situation.
- ▶ Demandez à votre public ce qu'il pense de la situation, s'il connaît d'autres situations analogues dans d'autres pays, en France par exemple.

Activité 2

Quels droits humains sont défendus ?

Objectif

Faire découvrir les droits contenus dans la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH) grâce aux situations de 10 JPS.

Préparation

- ▶ Écrire sur des étiquettes (ou des post-it) les articles de la DUDH. Prévoir du scotch ou de la patafix pour coller ces étiquettes sur un poster.
- ▶ Sélectionner plusieurs affiches-portraits des défenseurs et les textes des pétitions associés à la personne (afin de partager les informations sur la personne).

Déroulé

- ▶ Présenter une ou plusieurs situations de personnes mises en avant lors des 10 JPS : raconter leur histoire.
- ▶ Demander ensuite aux personnes participantes d'associer à chaque situation/portrait présenté les droits humains défendus par ce défenseur, en collant une étiquette avec le bon article de la DUDH sur l'affiche-portrait concernée. On peut poursuivre la discussion en demandant aux personnes participantes :
 - 1 • Si elles connaissent la DUDH.
 - 2 • Si elles comprennent pourquoi ces droits ont été associés à ces situations ; et si elles pensent à d'autres droits qui pourraient y être associés.
 - 3 • Si elles connaissent d'autres personnes dont ce droit a été bafoué. Si cela a eu ou peut avoir des conséquences sur d'autres droits.

Note : cette activité peut être proposée comme une suite de l'activité 1.

VALORISER VOS ACTIONS 10 JPS



Nice, lors de l'édition 2017 © Christophe MEIREIS

Valoriser vos actions c'est d'abord les faire connaître en amont au plus grand nombre notamment en utilisant le formulaire de notre site pour annoncer votre événement :

<https://framaforms.org/annoncer-vos-evenements-amnesty-1498752579>

Mais c'est aussi partager l'idée et la préparation de l'activité avec l'ensemble des militants et militantes qui participent ou souhaitent participer à l'opération. Pour cela deux outils :

- ▶ le bon de commande
- ▶ la page Facebook dédiée aux activités militantes.

Enfin, une action 10 JPS réussie mérite d'être racontée et diffusée plus largement auprès des sympathisants. Pourquoi alors ne pas demander à l'équipe de la mobilisation d'en faire une actualité sur le site ou un article dans la prochaine Actu engagée ?

Contact : mobilisation@amnesty.fr

Rendre visibles ces actions dans la presse :

Un communiqué de presse sera mis à votre disposition pour que vous puissiez informer les journalistes locaux de vos événements.

Rendre visibles ces actions sur les réseaux sociaux :

Nous vous conseillons d'utiliser le hashtag #10JoursPourSigner si vous réalisez des actions en ligne sur Twitter et sur Instagram.

FOIRE AUX QUESTIONS

► Mes lettres ont-elles vraiment de l'impact ?

Les courriers envoyés aux autorités permettent d'exprimer votre indignation sur une situation qui vous semble intolérable et de porter nos recommandations. Les milliers de lettres envoyées aux autorités leur rappellent que le monde est en train de les regarder. Pour les lettres de soutien, nous avons souvent eu des retours de la part des personnes disant que ces courriers ont un grand impact dans leur vie et leur ont donné du courage pour poursuivre leurs combats.

► Qu'est-ce qui justifie le choix des actions spécifiques et des cibles pour chaque situation ?

Les actions proposées et les cibles sont soigneusement choisies suivant les contraintes de chaque situation. Par exemple, dans certains cas, cela peut mettre la personne en danger si nous lui envoyons des lettres. Les services postaux de certains pays ne sont pas fiables, et certaines autorités de prisons limitent aussi les lettres qui peuvent être reçues par un détenu. C'est pour cette raison que nous vous invitons à ne pas mentionner Amnesty International sur les enveloppes.

► Comment pourrai-je suivre les situations des personnes que j'ai soutenues lors de « 10 jours pour signer » ?

Nous nous efforçons au maximum de vous informer de l'évolution de la situation de ces personnes notamment via notre site internet amnesty.fr dans la rubrique « Défendre des personnes »

► Comment faire si le coût d'envoi est trop élevé pour moi ou ma structure militante ?

Si cela est plus facile pour vous, vous pouvez nous envoyer toutes vos lettres dans une même enveloppe à Amnesty International France (voir l'adresse à droite).

► Où envoyer les pétitions et les actions de solidarité ?

Vous pouvez envoyer l'ensemble des pétitions signées au Secrétariat National d'Amnesty International France à l'adresse à droite.

► Que faire si je reçois une réponse des autorités ?

Nous vous invitons à envoyer une copie au Secrétariat national à l'adresse indiquée ci-dessous.

► Est-ce que je peux mener des actions après la fin de 10 jours pour signer ?

Pour les pétitions et les actions d'interpellation, nous vous invitons à respecter les dates proposées. En effet, dans certaines situations, une pression massive pendant une durée déterminée peut être beaucoup plus efficace.

Pour les actions de solidarité, il est tout à fait envisageable de continuer jusqu'à ce que la situation soit résolue.



Paris, édition 2017 © P-Y Brunaud



Paris, au Trianon, édition 2017 © P-Y Brunaud



Adresse pour envoyer vos pétitions, lettres, etc. :
10 jours pour signer 2018/Amnesty International France
76 Boulevard de la Villette
75940 Paris cedex 19



[amnesty.fr](https://www.amnesty.fr)